

FRONT NATIONAL : LE COMBAT PRIORITAIRE DE LA GAUCHE

Jean-Marie Le Guen*

* Secrétaire d'État
aux relations avec le
Parlement, auprès du
Premier ministre

Le Front national peut l'emporter. Cette victoire serait pour la République et pour la France une catastrophe sans pareille. Pour la gauche, ce serait un échec historique, sans précédent, et un poids considérable sur notre conscience individuelle et collective.

Cette formation politique d'extrême droite est porteuse d'une histoire, d'un programme et d'une dynamique politique empreints de rejet, d'inégalités sociales, d'affrontement et de déconstruction pour notre société, d'isolement et d'affaiblissement pour la France, d'une régression civilisationnelle considérable. Ses inspirateurs prônent une vision de la société, du monde, de l'avenir que l'Histoire n'a cessé de condamner pour les drames et les impasses qu'elle a engendrés.

Ce parti se nourrit très certainement des colères, des inquiétudes et des peurs qui doivent être entendues. Mais, parce que nous sommes républicains et démocrates, nous considérons que personne ne peut être exonéré de sa propre responsabilité. Les électeurs du Front national pas plus que les autres. Car l'enjeu essentiel que représente désormais le FN nous met tous devant nos propres responsabilités : les acteurs politiques, certes, mais également tous les acteurs militants, engagés, intellectuels, associatifs, artistiques, économiques, sociaux. Plus largement encore, ce sont bien tous les électeurs et tous les citoyens français qui sont concernés au premier chef, qui sont placés devant leurs responsabilités et qui doivent mesurer les conséquences qu'auront leurs choix électoraux.

Notre monde, plus encore que celui d'hier, est lourd de ces menaces qui attisent les peurs, et de ces désordres économiques et sociaux qui renforcent les frustrations. Tant que nous n'aurons pas trouvé un nouvel ordre du monde plus apaisé et plus juste – même si chacun sait que cela prendra du temps –, le terreau sera fertile pour alimenter les courants de la réaction et de la violence.

C'est pourquoi il est temps de dire clairement les choses et de mettre le combat et les réflexions qui s'imposent au cœur de notre action. Le temps est venu d'aller à l'essentiel.



Dans l'action gouvernementale sans doute, puisque la gauche est au pouvoir. La paix et la sécurité s'affirment comme une première exigence. La lutte contre le chômage de masse qui ronge depuis trop longtemps notre société est également prioritaire. Ce n'est pas tant l'agenda qui doit changer que l'exigence de force et d'imagination qui doit inspirer notre action.

Mais c'est aussi sur le terrain du débat politique, qu'il s'agisse de valeurs ou de propositions, que nous devons mener l'offensive. L'objet des quelques réflexions qui suivent est d'y contribuer sur ce plan.

Car, par ailleurs, la question du Front national interroge toutes les facettes de notre société. Elle mérite donc une réponse globale, aussi bien politique qu'économique, sociale, sociétale, intellectuelle, spirituelle et militante.

Le Front national n'est plus un parti émergent. C'est désormais une force politique émergée et, selon toute vraisemblance, durablement installée dans le paysage politique français. Le bipartisme gauche-droite, propre à la V^e République et renforcé par ses modes de scrutin, a vécu. Il va falloir que nous apprenions tous à vivre et à raisonner sous le régime de la tripolarité qui bouscule les schémas anciens et rend obsolètes des règles de conduite que l'on croyait immuables. Le Front national a franchi la barre des 20 % dans la plupart des scrutins récents en siphonnant des voix à droite comme à gauche. Les rassemblements majoritaires, ceux qui permettent de gouverner et d'assurer une alternance, dans le champ de la démocratie, ne peuvent plus être ceux que nous avons connus par le passé.

Les événements de janvier 2015 ne modifient malheureusement pas cette situation. Certes, l'extrême droite n'a pas su trouver sa place dans l'impressionnant élan républicain du 11 janvier, par lequel la France s'est dressée pour dire son opposition à la barbarie, son attachement à la démocratie, à la liberté, mais aussi son refus de la stigmatisation. Mais, si la France s'est dressée le 11 janvier dernier, tous les Français n'ont pas participé de cet élan. Des musulmans, d'un côté, n'ont pas manifesté. Par peur, par honte, par crainte de la stigmatisation ou de l'amalgame. Plus largement, les quartiers défavorisés se sont peu mobilisés. Des jeunes trop nombreux, en proie à une inquiétante dérive intellectuelle, relativisent les crimes, ou refusent en tout cas de se placer aux côtés de ceux qui les condamnent.

De l'autre côté, certains ont été clairement gênés par le caractère naturellement humaniste et progressiste de ce rassemblement républicain, par la volonté de réaffirmer à haute voix un attachement indéfectible à la laïcité, par le refus de l'amalgame et de toutes les formes de xénophobie. Marine Le Pen a multiplié à cette occasion les faux-pas et les erreurs politiques, certainement embarrassée par la situation. Et Jean-Marie Le Pen, en déclarant « Je ne suis pas Charlie », ou « Je suis Charlie Martel », puis en développant des thèses conspirationnistes, a semblé dire tout haut ce que les responsables du Front national n'osaient pas avouer.

Malgré tout cela, il est évident que les actes terroristes des 7, 8 et 9 janvier 2015, qui viennent souffler sur les braises de la peur ou de la haine, ne sont en aucune façon de nature à affaiblir l'audience du Front national. Les récentes études d'opinion et l'élection partielle du Doubs en ont, hélas, récemment fait la démonstration.

Nous n'avons cependant pas encore tiré tous les enseignements de cette redistribution politique qui s'opère sous nos yeux trop longtemps incrédules. Les vieilles habitudes sont encore trop prégnantes. Si les analyses, les projets et les stratégies politiques que nous soumettons aux Français ne sont plus pleinement opérants, c'est aussi parce que nous n'osons pas regarder la vérité en face. Il faut donc dire les choses telles qu'elles sont et non telles que nous voudrions qu'elles demeurent. Ne pas se livrer à ce travail d'analyse, c'est se condamner à l'échec.

Le silence n'est pas une option pour traiter la question posée par le Front national aujourd'hui. Cette question ne peut pas être évitée car elle est désormais centrale. Elle est, en réalité, l'enjeu principal des prochaines échéances électorales. Elle est centrale pour la droite comme pour la gauche. Au moment où le Parti socialiste connaît d'importants débats pour définir ses orientations et sa stratégie, il doit assumer la centralité de cette question, et le caractère prioritaire de ce combat. Il nous faut partager des analyses et fourbir ensemble des armes nouvelles pour combattre le FN.

Pour mener efficacement ce combat, il est impératif de tirer pleinement les conséquences de ce nouvel état de fait politique. Nous devons tout d'abord cesser d'être dans le déni ou l'instrumentalisation. Le FN dérègle le fonctionnement de notre République. Il est le signe de ce dérèglement, qu'il accélère et dont il se nourrit. La réponse républicaine à cette menace suppose que nous sachions la prendre au sérieux. Il nous faut ensuite mener un travail plus fin pour caractériser ce qu'est le Front national aujourd'hui. Cela suppose que nous sachions dire, sans faux-fuyants, la réalité du lepénisme et les ressorts de sa progression. Il nous faut enfin nous donner les moyens de combattre ses propositions et définir une stratégie à même d'endiguer sa progression. Cela suppose à la fois que nous sachions lutter contre la séduction que le FN exerce sur une partie de l'électorat de gauche et que nous sachions créer les conditions d'un dialogue apaisé avec la droite républicaine, afin de lui permettre de ne pas se fourvoyer ou se compromettre face au FN.

Mettre fin au déni devant une menace majeure

Le FN a beau être un objet récurrent des débats politiques, l'ampleur réelle de la menace qu'il représente ne semble pas suffisamment prise en compte actuellement.

Faut-il parler du FN ?

Parler encore du Front national, est-ce prendre le risque de le mettre en exergue, voire de le favoriser ? Certes, notre première responsabilité est incontestablement de mener une action déterminée pour changer la vie quotidienne dans notre pays, pour donner du sens, de l'espérance, et pour construire un récit national avec nos concitoyens. Pas de commenter, de critiquer ou de combattre nos adversaires ou nos ennemis politiques. Il serait suicidaire,

à gauche comme à droite, que la peur du FN nous tétanise au point de nous faire oublier de défendre nos identités et nos propositions. Les différences d'approche entre la gauche et la droite républicaines ne doivent être ni masquées, ni surjouées.

Mais il ne suffit pas de ne pas parler du FN pour qu'il n'existe pas. Il ne s'agit pas d'une simple incongruité, qui découlerait d'une contingence économique ou sociale exceptionnelle, de la persistance depuis trente ans d'un chômage de masse. Il ne s'agit pas d'un phénomène, créé artificiellement par tel ou tel, dans une volonté d'instrumentalisation, que l'on pourrait faire disparaître aussi aisément qu'on l'aurait prétendument créé.

En outre, si l'on reste attaché aux fondements de notre système démocratique, on ne peut pas considérer que les électeurs du Front national ne seraient que des victimes, dominés par la déception, la peur ou la colère. Il faut aussi considérer qu'ils sont acteurs de la situation, qu'ils sont des citoyens responsables, auxquels il est légitime et même absolument nécessaire de s'adresser. Il ne serait ni exact, ni de bonne pédagogie d'évoquer toujours des déterminismes à la formation d'une opinion politique, notamment lorsqu'elle est radicale, choquante ou dangereuse. C'est un manque de respect vis-à-vis de l'électeur, qui peut, à juste titre, irriter ou déresponsabiliser.

Reconnaître l'ampleur réelle de la menace

Le FN est aujourd'hui en mesure de remporter des élections. Il est irresponsable d'exclure par principe qu'il puisse l'emporter, quelle que soit l'importance de l'élection. Il compte des députés et même des sénateurs. Il s'est installé à la tête de plusieurs mairies. Il est en mesure, demain, d'emporter des cantons, voire des départements ou des régions. On a ainsi vu, une nouvelle fois, lors de l'élection législative partielle dans le Doubs qu'il disposait désormais de réserves de voix entre le premier et le second tour. Bref, il est installé dans notre paysage politique comme une force qui peut prétendre à gouverner.

Cessons de croire que le 21 avril 2002 ne fut qu'un accident. Les leçons de cet événement n'ont apparemment pas été retenues, puisque la gauche qui fut victime, entre autres, de sa propre désunion, est aujourd'hui encore fortement menacée d'éparpillement. La prochaine élection présidentielle, si l'on n'y prend pas garde ou si l'on ne réagit pas suffisamment tôt, peut très bien être dominée par cette menace dont nous savons les causes – chômage de masse, crise globale à la fois économique, sociale, morale, identitaire, peur de l'avenir – et dont nous mesurons les effets mais qui nous laissent trop souvent passifs ou impuissants.

Le FN a changé et il ne suffit pas de répéter que ce changement est factice pour convaincre ceux qui se laissent tenter par ses thèses. La nature profonde du FN n'a pas changé mais un changement majeur est intervenu : le FN ne se contente plus de vouloir seulement perturber le pouvoir en place, il assume désormais la volonté de le prendre. La stratégie dite de dédramatisation engagée par Marine Le Pen, le mariage que celle-ci a su opérer entre thèmes sociaux et thèses xénophobes, l'émergence d'une nouvelle génération de responsables, placent le FN dans une dynamique indéniable. Le vote de colère est devenu un vote d'adhésion.

Le FN n'avance plus à bas bruit. Il progresse malgré les avertissements lancés par les forces démocratiques de notre pays. On l'a constaté dès les dernières élections européennes. Son succès était annoncé et attendu. La surprise, c'est qu'il n'y en a pas eu. Les électeurs frontistes ne se sont pas laissés dissuader. Pis, ils ont confirmé dans les urnes ce qu'ils disaient dans les sondages comme pour nous indiquer combien nous les laissons indifférents.

Le FN et le terrorisme se nourrissent mutuellement

Le Front national fait système avec le terrorisme. En réalité, au-delà des mots, l'un et l'autre se nourrissent mutuellement. Le terrorisme d'origine islamiste, lorsqu'il meurtrit notre pays ou l'Europe, vise par définition à susciter la peur dans nos populations. Or cette peur peut se traduire par le développement de pulsions xénophobes, par des tentations de réponses autoritaires ou violentes dont l'extrême droite peut profiter.

Dans le même temps, il est clair que le Front national, parce qu'il stigmatise, parce qu'il encourage le choc des civilisations, parce qu'il propose d'exclure, donne argument et prétexte à ceux qui veulent pousser à la radicalisation de nombreux jeunes de culture ou d'origine arabo-musulmane, bien qu'ils soient le plus souvent Français.

Une menace structurelle et potentiellement durable

Le FN n'est pas une bulle qui va se dégonfler, mais une force qui peut encore grossir. Il veut désormais constituer une véritable alternative. On ne peut pas exclure, *a priori*, qu'il ne pourra jamais gagner lors des scrutins décisifs de notre démocratie. Soyons encore plus clair : si, comme c'est malheureusement probable, Marine Le Pen est présente au second tour de la prochaine élection présidentielle, c'est tout le camp républicain qui devra revoir sa stratégie. Jusqu'à présent, nous étions, à gauche tout au moins, acquis à l'idée de faire barrage, si nous n'étions pas en mesure de l'emporter, pour renvoyer le FN à une forme de marginalité politique. La situation n'est plus la même. C'est l'élection même d'un candidat lepéniste qu'il va falloir empêcher, étant entendu que le rendez-vous de 2017 sera précédé, en 2015, d'élections départementales et régionales pour lesquelles la menace du FN n'est pas moins forte.

Car le FN est désormais une menace durable. Aucun des éléments structurels qui favorisent la montée du Front national (la mondialisation, le chômage de masse, la crise identitaire, la crise du projet européen, etc.) ne sont globalement solubles à court terme. Aucune des politiques proposées, de la plus dirigiste à la plus libérale, ne peut promettre sérieusement de résoudre rapidement ces problèmes.

Entendons-nous bien, cela ne signifie en rien que les réformes engagées et notamment les politiques structurelles nécessaires pour relever ces défis ne doivent pas être menées, ni qu'elles ne porteront pas leurs fruits. Cela ne signifie pas non plus que la montée des extrémismes est irrésistible, qu'il faudrait nous y résigner. Cela signifie – parce que l'on doit cesser de considérer que la progression du FN ne serait que le produit d'une causalité économique ou sociale, ou la traduction d'une colère ou d'une mauvaise humeur passagère – qu'il est urgent d'engager le combat sur le terrain des idées, des valeurs et des projets politiques.

Dénoncer des instrumentalisations irresponsables

Le danger de calculs cyniques à gauche

Il est urgent de mettre un terme à cette instrumentalisation tactique à laquelle les partis républicains ont trop souvent cédé. La gauche ne peut plus utiliser un impératif moral par simple calcul politique. Elle doit rompre avec les analyses à courte vue de ceux qui voudraient lui faire croire, avec cynisme, que les triangulaires pourraient parfois être la formule de sa résistance électorale. Ces calculs sont mortifères. Dans la situation que nous connaissons aujourd'hui, c'est la République elle-même qui peut être la victime de ces jeux dangereux.

Un « ni-ni » intenable à droite

La droite ne peut plus se frotter les mains en voyant la question identitaire se substituer à la question sociale. Nicolas Sarkozy, dans la droite ligne des préconisations de Patrick Buisson, a sapé les digues érigées historiquement par la droite républicaine autour du FN. En affirmant que « le FN est un parti républicain », il a mis à mal une doctrine constamment réaffirmée, y compris par Jacques Chirac. En menant ses campagnes successives autour d'un discours axé prioritairement sur les enjeux sécuritaires et les racines identitaires, il a lourdement contribué à banaliser les idées du FN. N'oublions pas qu'il a multiplié en 2012 les déclarations dans le but précis de créer une proximité avec les propositions du FN, par exemple lorsqu'il a affirmé : « Je suis pour la préférence communautaire, mais je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas être pour la préférence nationale ».

La droite doit rompre, elle aussi, avec cet opportunisme qui l'a récemment conduite à placer la gauche et le FN sur le même plan, en théorisant le « ni-ni » et en refusant de choisir entre l'une et l'autre. Cette absence de choix n'est pas une solution politique tenable et durable. Le discours du « ni-ni », trop souvent inspiré par une forme de sectarisme antisocialiste, est évidemment insupportable pour la gauche républicaine qui se voit mise sur un pied d'égalité avec un parti extrémiste. Or, dans le cadre tripolaire que nous connaissons maintenant, Nicolas Sarkozy ne peut pas ignorer que dans l'hypothèse d'un duel entre la droite et l'extrême droite aucune victoire n'est envisageable pour la droite sans le soutien d'une partie de la gauche modérée. Il n'est donc guère opportun d'insulter cet électorat.

Plus profondément encore, cette ligne politique a surtout pour conséquence l'affaiblissement du patrimoine de la droite républicaine elle-même. En renonçant à sanctuariser certains éléments politiques fondamentaux – la République, l'Europe, le refus de l'extrémisme – et à en faire le bien le plus précieux des partis de gouvernement, l'UMP prend le risque majeur de banaliser le FN. Si ce parti n'a plus rien d'exceptionnellement dangereux dans son projet, comment croire que demain la frontière républicaine soit moins poreuse qu'elle ne l'est, hélas, aujourd'hui ?

Ainsi, l'utilisation de l'expression « FNPS » par Nicolas Sarkozy en mars 2015 est non seulement la marque d'un grand suivisme rhétorique, puisqu'elle évoque forcément les

tournures utilisées depuis longtemps par le FN. Elle est aussi surtout gravement insultante pour les socialistes, et lourdement banalisante à l'égard du FN.

On voit d'ailleurs que Nicolas Sarkozy, après avoir prôné le « ni-ni », a semble-t-il pris conscience du danger stratégique qui guette la droite républicaine si elle devait persister dans cette stratégie et dans ce discours. Il a tenté, malheureusement sans succès, d'infléchir la doctrine de l'UMP lors de l'élection partielle du Doubs. Il faut lui donner acte de cette prise de conscience tardive et intéressée mais néanmoins essentielle, et s'en féliciter. On doit bien sûr également saluer la position claire d'Alain Juppé et de quelques autres responsables de droite. Il faut savoir considérer à quel point ces prises de position sont courageuses et douloureuses. Elles doivent donc être respectées et non instrumentalisées.

Caractériser la vraie nature du FN

Le FN est la déclinaison française du national-populisme qui progresse presque partout en Europe. Il garde toutefois des caractéristiques spécifiques. C'est une force extrémiste, perçue d'ailleurs comme telle par les autres partis souverainistes en Europe. Comment expliquer autrement que ceux-ci aient refusé de constituer avec elle un groupe au Parlement européen ?

Le poids de l'Histoire

Soyons lucides, mais sans nous auto-flageller. L'audience acquise par les idées du FN ne résulte pas seulement de nos propres erreurs et des faiblesses des politiques conduites dans notre pays depuis plusieurs décennies. Certes, le chômage et les inégalités – pour les analystes de gauche – ou la crise morale, la panne européenne, l'insécurité, les difficultés d'intégration – pour les analystes de droite – ont favorisé cette progression.

Mais, au-delà du contexte, il y a la réalité d'un courant politique qui existe en France depuis les débuts de la République. Il a été marginalisé après la Seconde Guerre mondiale et l'épisode de la collaboration. Il s'est à nouveau déconsidéré dans les combats de la décolonisation. Il a réapparu avec force il y a une trentaine d'années lorsque, avec le temps, les anticorps politiques dont la France s'était dotée se sont progressivement affaiblis. Les nouvelles générations n'ont plus – au mieux ! – qu'une culture livresque des tragédies vécues par leurs parents ou grands-parents. Et c'est l'Histoire, une vieille Histoire qui reprend désormais son cours alors même que notre société traverse une crise inégalée.

Le FN y plonge ses racines. Ses cadres les plus anciens restent ceux de la collaboration, du négationnisme ou de l'OAS. La relève est constituée, pour une large part, de militants dont les paroles et les actes sont tout aussi radicaux. Si le FN change dans la forme, le fond de son idéologie demeure le même.

Un parti extrémiste, radical, anti-européen et xénophobe

La dénonciation de l'Europe est devenue le socle du discours du FN. Ce discours nationaliste intégral, qui fait de l'Europe la cause du prétendu déclin français, lui permet d'unifier

les différents courants sociaux et idéologiques qui le composent. Sa radicalité anti-européenne lui permet de masquer les autres formes de radicalité qui marquent son corpus. En termes d'« agit-prop », elle lui permet aussi de mobiliser les autres ferments de radicalité présents dans la société française, sans avoir forcément besoin de les convoquer explicitement. Elle favorise enfin son intégration dans le grand courant national-populiste qui progresse à peu près partout en Europe.

Son discours est bien évidemment un discours de dénigrement. Rejoignant les thèses d'Éric Zemmour, le FN inscrit l'ensemble de son discours dans une rhétorique du déclin. La chute, les dangers, la perte sont omniprésents dans cet univers où la peur doit triompher de l'espoir. Le FN est ainsi porteur d'un esprit de capitulation face à la dureté des temps, comme le furent en leur temps d'autres acteurs de l'extrême droite. Pour reprendre l'expression de Manuel Valls, « le FN n'aime pas la France ».

Le FN n'a qu'une boussole : c'est l'extrémisme. Il l'utilise dans une rhétorique xénophobe, visant à faire des étrangers présents en France la source de tous nos maux. Aux relents d'un antisémitisme traditionnel, voire d'un racisme biologique, bien perceptible chez Jean-Marie Le Pen, ou dans les rapprochements avec les prédicateurs de haine de la sphère Dieudonné, s'ajoute désormais un discours essentiellement anti-islam.

Le FN se place volontairement sur une ligne de crête sémantique permanente et masque partiellement sa radicalité en utilisant des glissements, des déplacements de cible. On cite ainsi des « clandestins » pour désigner les immigrés, on pointe du doigt « des » musulmans pour impliquer « les » musulmans, fussent-ils français, on utilise des considérations d'apparence juridique sur la « politique migratoire » pour dissimuler des insinuations ethniciantes. De l'éruption outrancière, on est passé à l'amalgame subtil, à l'euphémisation. On voit d'ailleurs, dans le travail de recadrage permanent auquel le FN est obligé de se livrer face aux nombreux propos haineux, antisémites ou antimusulmans tenus, notamment sur les réseaux sociaux, par ses candidats aux élections locales qu'il s'agit davantage d'appels à la dissimulation, à la prudence sur la forme que de condamnations sur le fond.

Ces idées, elles aussi, ont une histoire. Elles ont porté les conflits meurtriers du XX^e siècle. Force est pourtant de constater qu'elles ont été habilement banalisées. À force d'être reprises, sous une forme ou une autre, par d'autres acteurs politiques et d'autres forces intellectuelles, elles ont cheminé dans l'esprit de nos concitoyens qui ne perçoivent plus toujours le danger dont elles sont porteuses.

On voit aussi le FN se livrer à une entreprise de retournement et de dévoiement de certains concepts, comme « la laïcité », « la République » ou « notre modèle social ». On le voit enfin se livrer à l'instrumentalisation de certains concepts ambigus, par ailleurs présents dans le discours de la gauche française, comme l'« antilibéralisme ». Cette déconstruction sémantique et conceptuelle très poussée peut créer chez nos concitoyens une confusion, une connivence idéologique et politique dans laquelle peuvent s'exprimer plus directement des sentiments bruts comme la peur ou la colère.

Là où le FN dissimule, il faut donc dévoiler. Là où il camoufle, où il dévoie, il faut rappeler les leçons de l'Histoire. Les idées du FN portent la rupture. Non pas avec la crise comme on tente, ici ou là, de le faire croire. Mais avec ce qui constitue le ciment du pacte républicain. Cette rupture est bel et bien de nature révolutionnaire puisque le FN ne propose rien de moins qu'une révolution de notre système politique, économique et social national, dont les formes ou les thèmes ne sont pas sans évoquer le concept de « Révolution nationale », de sinistre mémoire.

Un parti non-républicain et non-laïc

Le Front national n'est pas un parti républicain. N'en déplaise à Nicolas Sarkozy, le FN n'est pas un parti « compatible » avec la République. Contrairement au sophisme régulièrement avancé, il ne suffit pas d'être autorisé dans un cadre démocratique pour être compatible avec la République. Il est bien connu que la démocratie, et c'est là sa force en même temps que sa faiblesse, autorise toutes les forces politiques qui respectent son cadre légal à concourir aux élections, y compris les forces qui défendent des projets d'inspiration non-démocratique. L'Histoire nous apprend malheureusement que des partis autoritaires ont parfois conquis le pouvoir par les urnes et non par la force. Malgré ses racines historiques et malgré la violence encore présente dans ses franges militantes les plus extrêmes, personne n'imagine d'ailleurs que le FN projette – comme le firent les ligues d'extrême droite des années 1930 – une prise de pouvoir par un coup d'État. Toutefois, il ne suffit pas non plus de renoncer à l'action violente pour être républicain, contrairement à ce qu'a pu affirmer par exemple Gérard Longuet en février 2015.

Avant d'être un cadre constitutionnel, la République est un ensemble de valeurs, qui nous sont léguées par notre Histoire, en premier lieu la Révolution française et le Conseil national de la Résistance. Or cet héritage, le Front national ne le partage pas avec nous. Ce parti ne s'inscrit pas dans les valeurs de notre devise. Il ne défend pas la liberté, il propose un système d'ordre répressif. Il ne tolère pas, par exemple, la liberté d'expression et la liberté de la presse. Il ne défend pas l'égalité, puisqu'il propose d'accorder des droits inférieurs à certaines catégories de la population. La substitution sémantique de la « priorité nationale » à la « préférence nationale » n'en change pas la philosophie. Il ne défend certainement pas la fraternité, puisque l'essence de sa démarche politique consiste à diviser, à opposer, à désigner des boucs émissaires. À aucun moment de son histoire, le FN n'a mérité un passeport républicain.

Le Front national n'est pas non plus un parti laïc. Là où la laïcité était honnie par une large fraction traditionaliste et catholique intégriste du Front national de Jean-Marie Le Pen, Marine Le Pen prétend au contraire dénoncer des atteintes insupportables à la laïcité. Encore un fois, c'est évidemment l'immigration musulmane qui est implicitement visée. Il faut ici rappeler que la laïcité est avant toute chose une valeur, un mouvement en faveur de l'émancipation humaniste de l'individu face à la pression religieuse, au dogme. Il est totalement paradoxal d'utiliser ce terme dans une logique de défense des prétendues racines ou identité chrétiennes de la France. Il est parfaitement incongru qu'elle puisse être revendiquée par une force politique qui s'appuie aussi sur la renaissance d'un catholicisme

intégriste militant, comme on a pu le voir lors des mobilisations contre l'interruption volontaire de grossesse ou le mariage pour tous. La laïcité est porteuse de confiance, d'émancipation, d'ouverture. Elle vise précisément à libérer et non à figer dans un bloc ou des racines identitaires.

Il faut ensuite rappeler avec la plus grande fermeté que la laïcité en France reconnaît la liberté de croire ou de ne pas croire à tous les cultes de manière équilibrée et indifférenciée, pour permettre le rassemblement et non la division de tous les Français. L'islamophobie n'est pas la laïcité. Ce travestissement est inacceptable.

Les contradictions du Front national

Il y a, en réalité, plusieurs FN. Les différences manifestes d'orientation entre Florian Philippot et Marion Maréchal-Le Pen lors du dernier congrès du FN ne sont qu'une nouvelle illustration de son caractère structurellement et historiquement composite. Cette diversité est aujourd'hui en partie dissimulée par les succès, la dynamique, la volonté de conquête du FN, et par la rhétorique anti-européenne qui sert de tuile faîtière à son discours.

Il n'en demeure pas moins qu'il existe un « FN du Nord » et un « FN du Sud », et qu'ils ne partagent pas grand-chose. L'un s'est construit notamment sur les ruines de la contre-culture communiste, et se positionne donc plus volontiers sur la question sociale et l'anti-libéralisme. L'autre demeure davantage marqué par ses thématiques traditionnelles, ses racines dans le catholicisme intégriste et sa porosité avec la droite dure.

Or, poussées à l'extrême, ces contradictions peuvent aboutir à désarticuler le FN, à dissocier ses différentes composantes. L'Histoire nous apprend, par exemple, que l'extrême droite lorsqu'elle a pu exercer le pouvoir aux plans local ou national a toujours abandonné ce vernis social pour mettre en œuvre une politique conservatrice et réactionnaire, y compris dans ses dimensions économiques et sociales.

On imagine, d'ailleurs, que si le FN s'engageait, notamment dans le Sud-Est, dans une tentative de recomposition et d'hybridation avec une part de la droite républicaine, cette droite y perdrait évidemment son âme et une partie de son électorat, mais le FN lui-même ne sortirait sans doute de l'ambiguïté qu'à ses propres dépens.

Condamner les valeurs, combattre les propositions

Depuis une trentaine d'années, la gauche tente de combattre la montée du FN sur un registre idéologique et moral. C'est un combat qu'il faut bien sûr poursuivre, voire amplifier. Mais, reconnaissons-le, cela ne suffit plus.

À droite, le défi est comparable. On y combat trop souvent le FN sur le seul terrain de la tactique politicienne. Nicolas Sarkozy continue ainsi à dire que la principale faute de Marine Le Pen est « d'avoir fait élire François Hollande ». Comme s'il considérait que la logique aurait dû être que l'extrême droite favorise sa réélection en 2012. Considère-t-il qu'ils pourraient être des alliés naturels ? Que leurs désaccords portent surtout sur de la

tactique, voire, pire encore, du pouvoir ? Que les propositions du FN ne seraient pas forcément incompatibles avec les siennes ? Là encore, ces raisonnements, censés assécher le FN, ne fonctionnent plus.

Plus que le FN, c'est la réalité de sa force et de la menace qu'il représente qui a changé. Cela nous contraint tous à réviser nos stratégies. C'est désormais le programme lepéniste qu'il faut combattre sur un terrain concret en mettant en valeur les conséquences politiques, économiques et sociales qui découleraient inévitablement de son arrivée au pouvoir. Puisque cette hypothèse paraît désormais crédible.

Un projet porteur d'un effondrement économique et d'un chaos social

Cette politique se prétend sociale. Elle repose en réalité sur un nationalisme exacerbé et une xénophobie décomplexée. Elle ne peut en aucune manière produire les effets vantés par les dirigeants du FN. Elle nous mènerait en fait à une catastrophe politique, doublée d'un chaos économique et social.

Fermer les frontières et sortir de l'euro ne peut aboutir qu'à un déchirement de notre tissu productif. La sortie de l'euro, qui est la principale proposition économique du FN, entraînerait une dévaluation massive, que les économistes estiment entre 20 et 25 %. Les gains qui pourraient en être espérés en termes de commerce sont faibles, puisque l'on sait que la France souffre d'une compétitivité prix insuffisante mais aussi d'une faible compétitivité hors-prix. En revanche, cette dévaluation se traduirait automatiquement par une inflation importée considérable, *via* les hydrocarbures et tous les autres produits impactés, avec, au bout du compte, un alourdissement du coût de la vie et un affaiblissement du pouvoir d'achat. La brusque hausse des taux d'intérêt, qui en découlerait mécaniquement, ferait exploser le coût de notre dette. Cette contrainte nouvelle se traduirait par une baisse des autres dépenses publiques et par une hausse des impôts.

Tous les salariés qui travaillent dans les entreprises engagées directement ou indirectement à l'export seraient pénalisés si la France devait se réfugier derrière de hautes barrières douanières. On ne peut pas ignorer un principe de base : les relations commerciales sont fondées sur la réciprocité. Il n'est donc pas possible de vouloir dissuader les importations par un protectionnisme accru, tout en escomptant développer les exportations. Les répercussions seraient immédiates. Or, faut-il rappeler que plus d'un quart de nos salariés travaille pour l'export ? Faut-il, par ailleurs, priver nos 350 000 travailleurs transfrontaliers de leur emploi ?

On voit là toutes les limites d'un projet qui se définit seulement en contre, marqué du seul sceau de l'antilibéralisme, mais qui ne dessine pas la moindre perspective d'avenir, de développement ou de progrès pour notre pays. L'antilibéralisme est une idéologie aux idées courtes.

La fin de l'Europe et de l'influence française

Depuis 2005, l'Europe politique traverse une crise profonde, une crise démocratique, une crise économique et sociale, dont nous considérons qu'elle a été aggravée par les orientations très libérales des politiques européennes menées par la Commission. Face à cette crise, le FN propose purement et simplement la rupture de la construction européenne.

Car le FN n'est évidemment pas porteur d'un projet européen. Par définition, l'ensemble des partis eurosceptiques, nationalistes ou anti-européens n'est pas en capacité de définir ensemble un projet pour le continent. *A fortiori*, on a pu constater que les autres partis eurosceptiques européens refusent tout rapprochement avec un FN jugé trop extrême.

En proposant la sortie de l'euro et le rétablissement des barrières douanières, le FN propose en réalité de passer de la compétition dans la coopération avec nos partenaires européens à une pure logique d'affrontement, de concurrence monétaire et commerciale avec nos plus proches voisins. Le FN nous propose d'importer la guerre économique au sein de l'Europe.

En outre, les atteintes terribles à l'image de la France qui résulteraient de ces choix ne pourraient qu'aboutir à notre isolement européen comme international. Le rayonnement de la France et notre capacité à peser sur le cours du monde en seraient affaiblis. Ce serait en réalité la déstabilisation de notre capacité d'influence, y compris en termes de sécurité internationale, pourtant essentielle face aux différentes menaces, dont le terrorisme.

Des risques pour l'ordre public, une régression civilisationnelle

Enfin, les tensions sociales inhérentes à cet effondrement économique ainsi que l'exacerbation des tensions dans la société qu'impliquerait la mise en œuvre d'une politique xénophobe déboucheraient, à l'évidence, sur une déconstruction progressive de l'ordre public. L'ethnisation de la question sociale, c'est la guerre civile.

Au bout de ce chemin-là, il y a cette tentation autoritaire que Marine Le Pen tente aujourd'hui de masquer dans ses propos publics. Sur tous ces plans, la mise en œuvre du programme du FN constituerait pour la France une régression civilisationnelle.

Réarmer la gauche face au FN

Dans le combat contre le FN, la gauche a une responsabilité particulière qui n'est pourtant plus aussi évidente qu'autrefois. Car des questions méritent d'être posées sans tabou : est-il vraiment exclu que, demain, une partie de la gauche vote, par aveuglement ou par extrémisme, pour un candidat du Front national ? Peut-on voir apparaître de nouvelles formes de dérives « rouges-brunes » ? La gauche, dans son ensemble, a-t-elle toujours la même capacité à mener de manière prioritaire le combat contre le FN ?

La séduction d'une partie de l'électorat populaire

Au plan sociologique, il est manifeste qu'une partie de l'électorat populaire est tentée par le vote FN. Ce n'est pas nouveau mais le phénomène est désormais de grande ampleur.

La « fonction tribunitienne » qui peut être remplie par la gauche lorsqu'elle est dans l'opposition ne peut pas l'être, et pour cause, lorsqu'elle gouverne. Le désastre puis l'effondrement de l'utopie communiste ont aussi fait changer de nature et de camp la colère sociale. En abandonnant l'antienne ultra-libérale du FN canal historique pour donner à son discours économique une coloration dite sociale, Marine Le Pen tente de redonner un vernis programmatique à ce reclassement. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien qu'elle met en avant, dans ses engagements, la revalorisation des salaires et des pensions modestes.

La dérive de certains activistes

Il a pu exister par le passé des points de jonction entre les extrêmes, de droite et de gauche, notamment du fait d'intellectuels dévoyés. Des militants radicaux et violents ont pu se retrouver autour de combats communs. En brouillant les frontières entre la critique d'Israël et l'antisémitisme, certains ont nourri de tels rapprochements.

Ceux-ci prennent aujourd'hui de nouvelles formes. L'exemple le plus récent est celui d'Étienne Chouard qui fut, en 2005, un des hérauts de la « gauche du non » opposée au projet de Traité constitutionnel européen et qui se retrouve aujourd'hui aux côtés d'Alain Soral, ancien militant communiste passé à l'extrême droite. On constate la même dérive dans le parcours d'un Aurélien Legrand, ex-candidat de la LCR et membre du NPA, aujourd'hui un des responsables de la Fédération parisienne du Front national.

Ces exemples ne sont pas isolés et ces situations ne sont pas de simples dérives individuelles. Elles peuvent aussi être lues comme des signaux d'alerte qui donnent à voir une forme de confusion, de trouble de la pensée et de l'engagement. À cet égard, la frange radicale de la gauche doit très certainement avoir une action plus ferme et faire preuve de davantage de clarté et de précaution dans ses idées et dans ses combats.

Une gauche de progrès et d'espérance pour combattre le FN

Dès lors, la capacité de la gauche à mener le combat contre le FN devient une question centrale. Certes, toutes les sensibilités de gauche, y compris les plus radicales, se retrouvent pour dénoncer le FN dans sa quintessence raciste et xénophobe. Mais une partie de la gauche contestataire se trouve en porte-à-faux pour mener efficacement le combat contre le FN. On peut critiquer légitimement l'ordre économique international, les modalités de la construction européenne et leur rôle dans l'accroissement des inégalités. Mais il y a un danger mortel quand on n'hésite pas à assimiler la mondialisation à un complot libéral et quand on fait de l'Europe le cheval de Troie de ce complot, source de tous nos maux.

Il y a aussi danger mortel lorsque, par facilité ou sectarisme, on assimile pêle-mêle les sociaux-démocrates à la droite. Ou que l'on explique, tel Jean-Luc Mélenchon, que « François Hollande, c'est Sarkozy en pire », voire que l'on finit par refuser, comme ce fut le cas lors de la législative partielle à Troyes, de choisir entre l'UMP et le FN. Il y a enfin danger mortel lorsque le seul récit politique que l'on propose aux Français n'est fait que de menaces et de misères.

Tout cela mis bout à bout installe un discours qui ne se démarque en rien du discours décliniste, obsidional ou paranoïaque, dont se nourrit l'extrême droite. Comment, après avoir proféré des critiques aussi radicales, ne pas aboutir, comme le fait le FN et comme le font sans doute beaucoup de Français touchés par la crainte du déclassement ou de la précarité, à la conclusion que la voie du salut passe nécessairement par la sortie de l'euro et donc de l'Europe ? Un tel discours débouche sur une impasse stratégique fondamentale. La gauche ne peut faire reculer le FN que si elle se situe dans le camp du progrès et de l'espérance.

Réaffirmer le primat de la question démocratique et républicaine

Le positionnement « socialisant » du FN actuel remet à l'ordre du jour un débat qui anime la gauche française depuis ses origines. Dans cette période où les lignes se brouillent, il importe de réaffirmer ces repères fondamentaux qui ont fait l'histoire et l'honneur de la gauche républicaine et du Parti socialiste.

Avec Jaurès, nous avons affirmé que le combat socialiste prend appui sur l'espérance républicaine et qu'il se fonde, pour cela, sur le primat de la question politique et démocratique, y compris par rapport à la question sociale. Avec l'affaire Dreyfus, nous avons appris que la défense des valeurs de liberté, de dignité humaine et de justice l'emportait sur l'engagement de classe. Le choix de l'une ne peut jamais se faire au détriment de l'autre. Avec Léon Blum, nous avons confirmé cette primauté de la question démocratique.

Ce postulat n'a cessé de se renforcer contre le stalinisme et au milieu des drames de la Seconde Guerre mondiale puis de la Guerre froide. Seules la République et la démocratie ont engendré du progrès social durable. Sans elles, il n'y a qu'échec et régression.

Un combat prioritaire

Pour faire reculer le FN, il nous faut tenir simultanément toutes les facettes de la République.

Une politique de paix et de sécurité

Dans le contexte actuel, nous devons à la France une politique efficace, juste et rassembleuse. Dans la nouvelle situation que connaît notre pays, il nous faut parler clair : la question sociale est essentielle et doit être reposée. Mais elle ne peut être posée seule. La question de la République est également centrale et nous devons y apporter des réponses nouvelles. En résumé, la problématique de la justice est ainsi percutée par celles de l'identité et de l'autorité. Ce n'est donc rien de moins qu'une nouvelle synthèse du socialisme et de la République qu'il nous faut inventer.

Il est grand temps de démontrer que l'image d'angélisme que certains voudraient donner de la gauche sur les questions identitaires, sécuritaires ou républicaines n'est plus d'actualité.

La gauche a su faire preuve d'efficacité sur ces questions. Il est cependant nécessaire d'aller encore plus loin et de substituer à une pratique passive un engagement actif pour la République, pour la défendre contre ses ennemis, pour la rénover et la renforcer.

Reposer la question sociale

Pour faire reculer le FN dans notre pays, il ne suffira pas d'une réponse macro-économique. Certes, le retour d'une croissance et d'une compétitivité plus fortes permettrait de réduire le fléau du chômage, et donc la crainte de la précarité qu'il fait peser sur de nombreux Français.

Car la persistance d'un chômage de masse demeure un des ferments essentiels sur lequel prospère le FN. Il marginalise ceux qui en sont victimes, les prive de la capacité d'émancipation, de socialisation ou d'intégration qu'est le travail. Il crée un sentiment global d'insécurité, de précarité. Il alimente le besoin de désigner des boucs émissaires et la prétendue « armée de réserve » immigrée.

Mais il nous faut aussi traiter les nouvelles formes de la question sociale pour répondre au défi du FN. Devant la dualisation croissante de notre monde du travail, une action pour le pouvoir d'achat des salariés bénéficiant d'un statut stable ne suffit pas. C'est, en priorité, à tous ceux, exclus ou précaires, qui sont insuffisamment couverts par notre système de protection sociale qu'il faut apporter de nouvelles réponses, de nouveaux droits, de nouvelles protections.

Répondre aux fragilités de la France périphérique

Au-delà d'une réponse sociale globale, il nous faut aussi des réponses territoriales adaptées. Pour les territoires dits « périphériques », il faut prendre en compte la multiplicité des causes de la centrifugation de certains ménages défavorisés. Les couches populaires sont certes repoussées des centres-villes par la spéculation immobilière mais elles sont aussi attirées par le rêve de la maison individuelle, et souvent animées par la tentation d'un séparatisme territorial ou par la recherche d'un entre-soi culturel. Mais la lecture ethnique elle-même est en partie contredite par l'analyse des parcours résidentiels. Les premiers à partir sont certes les moins pauvres, qui se trouvent plus volontiers dans la classe ouvrière traditionnelle. Mais ils sont souvent très vite rejoints par les classes moyennes issues de l'immigration, qui partagent leur volonté de quitter les cités de banlieue. Il est donc possible de voir dans cette situation une question sociale davantage qu'une question ethnique : il s'agit d'une différenciation traditionnelle entre des pauvres et des moins pauvres.

Il est urgent de répondre à l'expression des fragilités et des souffrances que connaissent ces territoires et au sentiment d'abandon qui y est ressenti. Celui-ci vise d'abord la gauche et la politique en général, mais aussi plus largement les différents processus de socialisation à l'œuvre dans les villes. Car cet éloignement des centres urbains a un coût social réel : les opportunités professionnelles y sont moins nombreuses, les services de garde y sont plus rares. Les femmes en sont les premières victimes. Le coût élevé des transports peut fragiliser des situations financières et l'endettement lié à l'accession à la propriété exposer encore plus gravement en cas d'accidents de la vie.

Il est également manifeste qu'une part croissante de cette population périurbaine précaire se sent menacée par la mondialisation et par l'immigration, et se réfugie dans l'abstention ou dans le vote protestataire. La prise en compte de cette nouvelle géographie sociale et les réponses à y apporter seront donc des éléments déterminants dans la lutte contre le Front national.

Les habitants des territoires périphériques veulent plus de services publics, de transports collectifs, de services sociaux ou éducatifs de qualité. Il faut apporter de vraies réponses à ces vraies questions. Pour autant, qui peut croire que chaque bourg de France aura un CHU, une université, une autoroute ou une ligne TGV ? On ne peut pas promettre la proximité de tous les grands services publics, en tout point du territoire, sans prendre le risque de mentir à nos concitoyens. Au-delà même des considérations financières, ce sont la qualité et la sécurité des services qui ne pourraient pas être garanties.

Il faut donc inventer de nouvelles réponses pour ces territoires. Si la proximité n'est pas envisageable, il faut garantir l'accessibilité de ces services, et donc la mobilité de chacun. Pour assurer la mobilité de tous et en réduire les coûts, il faut développer dans ces territoires les techniques de co-voiturage et d'auto-partage. Les pouvoirs publics doivent imaginer de nouveaux outils pour mailler le territoire des services les plus essentiels, comme ces « maisons de services au public » qui devraient être créées par la loi NOTRe et qui pourraient rassembler des services publics et privés.

On peut utiliser les nouvelles technologies pour créer des réseaux sociaux de proximité, et développer ces formes de mutualisation. On peut donner de nouveaux débouchés au lien social qui existe dans ces territoires, bien à rebours de l'image d'Épinal véhiculée par les pavillons individuels, et qui est même souvent plus fort que dans les grandes villes marquées par l'anonymat et l'isolement. Pour cela, l'accès au haut débit doit être favorisé sur tout le territoire. Loin des clichés d'une France conservatrice ou endormie, il faut en réalité aider ces territoires à rentrer dans l'hyper-modernité.

Il faut surtout faire vivre le lien entre le centre des métropoles et leur périphérie. Ce lien est économique, bien sûr. Nous avons besoin des fers de lance que sont les métropoles pour relever les défis d'une économie mondialisée et d'une compétition dont nous ne pouvons nous abstraire. Ces métropoles sont et doivent, encore davantage, être les principaux contributeurs de notre système de solidarité nationale.

Le lien politique, pour sa part, se construit peu ou mal aujourd'hui, notamment du fait de la volonté même de ces territoires périphériques de ne pas participer à la dynamique actuelle de création des métropoles. Il est pourtant essentiel que ces territoires participent pleinement à la modernisation et la simplification de la carte administrative en cours, et au nouvel élan qui en résultera.

Une tripolarité asymétrique

La tripolarité qui s'installe sous nos yeux dans le paysage politique française est donc asymétrique. La gauche et la droite sont adversaires mais elles ne peuvent se comporter en ennemi sans aller l'une comme l'autre à leur perte. Le FN attente à nos racines et à nos valeurs républicaines. Il est incompatible avec les orientations politiques que nous voulons mettre en œuvre pour nos concitoyens, en tant que socialistes.

Même si, sur un plan personnel ou éthique, certains peuvent considérer, ici ou là, qu'un candidat ou un élu portant l'étiquette UMP est tout aussi infréquentable que le candidat FN qui se présente face à lui, notre boussole doit rester la même. La pensée politique, avant de se fonder sur des considérations personnelles, doit reposer sur une analyse des dynamiques politiques collectives. À cette aune-là, un candidat républicain, fût-il UMP, doit pouvoir rassembler le maximum de suffrages face à un candidat FN.

Cela suppose, évidemment, que ce candidat ait eu, par ailleurs, lui-même une position absolument claire sur ce sujet de la frontière républicaine, sans aucune ambiguïté, sans aucune duplicité. Car on ne peut pas exclure que la porosité que l'on constate parfois sur le plan des idées entre une certaine droite et le FN débouche demain sur des hybridations monstrueuses, des stratégies communes ou des alliances.

Notre responsabilité, en tant que républicains, est d'aider cette fraction de droite républicaine qui résiste à la tentation de l'alliance ou du rapprochement programmatique avec le FN. Car, au-delà de la question que ce parti pose par lui-même, c'est aussi, plus largement, la tentation autoritaire dont on voit des symptômes croissants dans notre pays, et sur une part importante de la droite, qu'il nous faut traiter.

Le soi-disant « système UMPS », c'est la République

L'expression « front républicain » fait florès. Ce rassemblement, cette union du camp républicain fait-elle le jeu du Front national, qui se présenterait comme la seule alternative ? Il importe de rappeler qu'il n'y a pas d'alliance entre l'UMP et le PS. Cette alliance n'a jamais existé. Et une grande coalition semble improbable au regard de nos institutions et de nos habitudes politiques. Entre les partis républicains, il y a des choix démocratiques substantiellement différents, et les Français le savent.

Toutefois ces partis ont un patrimoine commun : c'est précisément la République. Lorsque le FN propose de « renverser la table », de mettre à bas un « système », il avoue par là même son caractère essentiellement révolutionnaire, anti-républicain. Mais les Français peuvent être tentés d'apporter une réponse radicale face à un constat de résignation, qui voudrait que l'on ait tout essayé, que les alternances n'aient été que des impuissances successives.

Car il faut reconnaître qu'aujourd'hui encore le FN se construit sur le rejet de certaines mœurs politiques. Il prospère évidemment sur l'exploitation de certains comportements contraires à l'exemplarité ou à la probité. Il prospère aussi sur l'écart qui existe entre des discours et des postures de gauche et de droite qui s'affrontent théâtralement, et des

pratiques qui, elles, convergent sur de nombreux points, sous le poids des contraintes, en raison d'un socle de valeurs communes ou de contraintes qui s'imposent à tous.

À rebours, un constat et un discours sincères peuvent être dressés sur ce qui peut rassembler droite et gauche – et donc aussi les distinguer. La détermination de ce socle de points sur lesquels des échanges trans-partisans sont envisageables donnerait à notre pays une stabilité, une capacité à enjamber utilement les alternances, et donc à mener certaines des réformes structurelles nécessaires. Car la tripolarité actuelle pose par ailleurs la question de l'assise politique pour mener les réformes dont notre pays a besoin.

C'est sur la base de ces grands compromis nationaux et de ces différences assumées que pourrait se construire une nouvelle démocratie apaisée, réformatrice, plus durable, où les discours divergeraient moins des actes, où la confiance entre les Français et leurs politiques pourrait renaître, et donc le populisme régresser.

Les analyses formulées dans cette note méritent d'être débattues, complétées, enrichies ou pour certaines sans doute invalidées. Cependant, si l'on partage l'essentiel de ces constats et de ces analyses, il faut aussi dans ce cas en accepter les conséquences. Car cette situation nouvelle éclaire de façon inédite les débats que nous pouvons avoir sur la situation politique française et sur la stratégie de la gauche.

Parce qu'il n'est plus possible de considérer que la menace du FN n'existe pas ou qu'elle n'est que factice ou tactique, il est temps de reconnaître que la lutte contre le FN est prioritaire, que c'est LA question politique centrale.

Il est donc urgent d'affirmer sans ambages le primat de la question républicaine sur toute autre question. Cela implique que notre politique économique et notre politique sociale doivent contribuer à notre politique républicaine et certainement pas l'affaiblir. Il faut donc privilégier une politique mêlant redressement économique, alliance des productifs, équité et justice sociale, à une politique axée sur l'affrontement, la confrontation sociale.

Il y a des époques où la République peut se mettre au service de l'idéal socialiste, mais d'autres, comme aujourd'hui, où c'est le socialisme qui doit se mettre au service de la République.